DIAL 2904

CHILI - Pourquoi Pinochet divise-t-il les Chiliens ?

Ernesto Carmona

lundi 1er janvier 2007, par Dial

La mort de l'ancien dictateur Augusto Pinochet (1973-1990), dimanche 10 décembre, a fait la une de la presse mondiale et fait apparaître une nouvelle fois les divisions profondes de la société chilienne, entre partisans et détracteurs, « pinochétistes » et « antipinochétistes – les uns faisant la queue pour rendre un dernier hommage à la dépouille du général, tandis que les autres sortaient dans les rues pour célébrer la bonne nouvelle. Ce texte d'Ernesto Carmona, journaliste et écrivain chilien contribue à replacer l'évènement dans sa continuité historique. L'article a été publié par ALAI le 12 décembre 2006.

Même mort, Pinochet continue de conduire la politique chilienne. Son décès fait s'opposer, une fois encore, deux fractions de la société chilienne : ceux qui se réjouissent de sa disparition et ceux qui se désolent. Cette division n'est pas nouvelle dans un pays marqué par les inégalités, la souffrance, les crimes et les bas salaires instaurés durant les 17 années de sa dictature. Elle représente un autre effet de « l'héritage de Pinochet ».

Comment peut-on soutenir un ex-dictateur auteur de crimes monstrueux et initiateur en Amérique latine d'une politique d'élimination systématique des opposants qui a fait des militaires de vulgaires assassins ? Pinochet a instauré une « chaîne de montage » similaire à celle d'Henry Ford pour mettre fin à la direction du pays par le peuple en recourant à des sbires, des spécialistes de l'interrogatoire, des médecins, et même des journalistes.

Les interrogateurs qui recevaient les détenus les remettaient entre les mains des tortionnaires, et ces derniers les adressaient parfois à des médecins qui recommandaient de poursuivre ou d'arrêter les tortures. Ils n'étaient pas là pour soigner des individus que la presse qualifiait de « terroristes », comme à Guantánamo. Le cycle se répétait de temps à autre, comme une simple formalité, dans un pays efficacement bureaucratisé par la classe possédante depuis le XIXe siècle.

Accablés et transformés en loques humaines – non seulement pour qu'ils révèlent des « informations compromettantes » mais aussi pour qu'ils perdent toute trace d'humanité –, les prisonniers étaient envoyés dans des camps d'extermination, comme Villa Grimaldi, ou dans des camps de concentration, comme Chacabuco, pour une sorte de solution finale.

Les « travailleurs » du système Pinochet étaient des employés de l'État et, aujourd'hui, beaucoup sont retraités du régime public financé par « tous les Chiliens ». Ils ont fait disparaître ou assassiné plus de 3 000 personnes, et torturé 30 000 hommes et femmes, dont les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants célèbrent aujourd'hui la mort de leur chef, avec d'autres jeunes qui ont appris par les médias, à l'école et dans la littérature le peu qu'ils savent de cette période de l'histoire encore occultée.

En quoi a consisté la « modernisation » ?

La politique d'extermination des dissidents de gauche a semé la terreur dans la société et détruit l'élite syndicale et politique qui aurait pu contrer l'implantation postérieure du modèle néo-conservateur de main-d'œuvre bon marché défendu par la Commission trilatérale (États-Unis, Europe et Japon), c'est-à-dire « l'héritage de la modernisation du Chili » vanté de nos jours par les grands groupes économiques, la droite politique, les patrons qui ont mis la main sur les entreprises d'État, les nouveaux riches, les anciens cadres de l'armée et même des prolétaires qui font la queue pour saluer la dépouille.

Pour ces gens, Pinochet « a modernisé le Chili », lui a apporté la réussite économique qui profite aux grands propriétaires, « nous a sauvés du communisme », « a évité un second Cuba », etc. Même le cardinal Francisco J. Errázuriz, dans son absoute, a remercié Dieu des « qualités » données à Pinochet et « de tout le bien qu'il a fait à notre patrie et à sa propre institution », lorsqu'il « s'est senti le devoir d'assumer le commandement suprême de la nation ». Le « péril rouge » d'hier est le « terrorisme » d'aujourd'hui.

Si l'annonce de la mort inattendue de Pinochet a donné lieu à des carnavals dans plusieurs villes, dont Santiago, d'autres fractions de la société, à la vue de sa dépouille, ont commencé à se remémorer son « œuvre de dirigeant », y compris la droite politique, qui avait abandonné le dictateur lorsqu'elle s'était aperçue que l'image qu'il véhiculait lui faisait surtout perdre des voix. Un certain malaise règne du fait de la « mesquinerie » de Michelle Bachelet [1] qui a refusé de rendre des honneurs de chef de l'État au défunt et opté pour un hommage privé rendu par l'armée, qui demeure un élément de pouvoir.

Tandis que des milliers de partisans de Pinochet défilaient dans la chapelle ardente de l'École militaire, où sont formés les cadres de l'armée, les médias se sont faits largement l'écho de la cérémonie pour en transmettre toute la solennité. On aurait dit que les journalistes qui côtoient le milieu militaire et l'entourage de Pinochet étaient atteints d'un « syndrome de Stockholm » semblable à celui inventé par la presse pour les victimes d'enlèvement qui se lient d'amitié avec leurs ravisseurs.

Le Chili, « deux en un »

La presse au Chili est aussi partiale que la politique répressive menée par les carabiniers, qui ne touchent pas un cheveu des manifestants du camp Pinochet mais, au contraire, les protègent et leur ménagent un espace public dans lequel ils manifestent une curieuse tristesse mâtinée d'insultes et d'agressions à l'encontre d'une presse dont ils trouvent qu'elle n'est pas aussi inconditionnelle qu'ils le voudraient. Mardi 12 décembre, une équipe de la télévision espagnole a été agressée. Un individu qui avait fait sept heures de queue pour cracher sur le cercueil a reçu des coups et a été mis sous les verrous.

Pinochet n'a pas eu droit à des funérailles de chef d'État mais, lors des funérailles politiques que l'armée lui a faites à l'École militaire, on a pu voir les Grenadiers, régiment ayant pour rôle de rendre les honneurs aux présidents défunts. Ce corps a réussi à transmettre au monde l'image solennelle d'hommages rendus à un président et non à un simple ex-chef de l'armée. Les partisans de Pinochet qui se dirigeaient vers l'École militaire ont été présentés comme des citoyens pacifiques attristés, bien que, devant des carabiniers impassibles, une femme ait détruit à l'aide d'une batte de baseball la vitrine d'un bâtiment contigu en construction où les ouvriers avaient émis par leurs sifflets une autre opinion sur le défunt. La télévision montre les manifestants anti-Pinochet comme des vandales et les qualifie explicitement de « délinquants ». Dans la nuit du lundi ont été arrêtés, à proximité de La Moneda [2], Lorena Pizarro, présidente de l'Association des parents de détenus disparus (AFDD) et l'avocat spécialiste des droits humains Federico Aguirre, entre autres personnalités.

Les partisans de Pinochet qui expriment leur « douleur » disposent des stands de la Croix-Rouge pour venir en aide à ceux qui perdent connaissance sous l'effet de la chaleur ou font de l'hypertension. Ils distribuent d'énormes quantités d'eau en bouteille pendant que les carabiniers veillent sur eux. Les manifestants qui fêtent l'événement ont eux aussi droit à des carabiniers et à de l'eau, mais qui leur viennent des chars anti-émeute d'où sont projetés des gaz et des jets de liquide à haute pression près de La Moneda. Les dirigeants des partis nés dans l'opposition à Pinochet et représentés au Parlement, brillent par leur absence sur le terrain et dans la rue, si l'on excepte quelques cas isolés qui ne sont pas montrés à la télévision. L'initiative du mouvement est revenue aux organisations de défense des droits

humains.

On peut s'étonner du grand panégyrique que la presse locale a fait du défunt, qui contraste avec le manque de profondeur et d'esprit d'analyse manifesté par des journalistes novices qui, installés au soleil, ont passé des heures à exalter l'affection et la douleur des proches du défunt. La presse chilienne s'enorgueillit de la grande couverture médiatique dont a bénéficié dans le monde une disparition qui a eu pour effet d'éclipser les conflits existant en Irak, en Palestine, au Liban et sous d'autres latitudes.

L'exception vient encore une fois de *La Nación* [3], qui écrit, le mardi, en titre de sa une : « Mais justice n'est pas faite », signifiant par là que le pouvoir judiciaire n'a jamais rendu de jugement. Dans quelques rares quotidiens de Madrid, Paris, New York, Londres et Washington, on a pu lire que Pinochet est mort sans solder ses comptes. Les tribunaux ont fait traîner les procès en longueur, ont pris des gants avec le dictateur, lui ont imposé pour toute peine une réclusion à domicile de quelques jours, sans jamais le condamner pour ses nombreuses atteintes aux droits humains et ses crimes contre l'humanité.

Division du pays

La division de la société chilienne de date pas d'hier. Quand Salvador Allende est élu Président en 1970, le pays est partagé en trois blocs qui profitent des élections présidentielles pour s'exprimer : la gauche – qui en méritait alors encore le nom –, la droite et le centre, représenté par la Démocratie chrétienne (DC). Faute de second tour ou de ballottage, Allende est sacré avec 36,22% des voix, ayant obtenu la première majorité. La droite (Jorge Alessandri) obtient 34% et la DC (Radomiro Tomic) 27,81%.

Allende est soutenu par les partis socialiste (PS), communiste (PC) et radical (PR), plus la Gauche chrétienne (IC) et le Mouvement d'action populaire unitaire (Mapu), qui ont fait scission avec la DC. Le gros de la DC appuiera le coup d'État de Pinochet en 1973.

Lors des élections précédentes de 1964, Allende a obtenu un meilleur pourcentage de voix (38,93%), mais il a été battu par le centre droit (le candidat DC Eduardo Frei Montalva), qui a réuni 56,1% des suffrages. L'extrême-droite, qui serait représentée aujourd'hui par les partisans de Pinochet les plus durs, a presque disparu de la carte politique, avec un résultat de 4,99% pour son candidat, Julio Durán. Frei a promis des « changements », avec une « Révolution dans la liberté » incluant une réforme agraire.

Á l'époque, le secteur industriel ne joue pas un rôle significatif, et la droite politique et économique se concentre surtout parmi les propriétaires terriens, appelés « momies » en raison d'une pensée extrêmement rétrograde axée sur leurs intérêts propres. La « modernisation » a eu pour conséquence de changer la structure économique de la société, d'industrialiser l'agriculture avec l'utilisation de cueilleurs mal payés que, contrairement aux États-Unis, le Chili n'a pas besoin d'importer parce qu'il regorge d'une main-d'œuvre bon marché régulée par un chômage permanent. La pensée d'un autre âge qui est celle des « maîtres du Chili » est peut-être devenue plus « sophistiquée » en se cachant derrière un langage plus châtié, mais elle apparaît plus rétrograde qu'il y a 40 ans, lorsque cette classe « était en danger ».

Les élections de 1958 ont fait ressortir plus nettement la division en trois blocs : la droite (Jorge Alessandri) l'a emporté avec 31,6% des suffrages et a gouverné pendant six ans sans que personne ne remette en question la représentativité d'un tiers des voix. Allende a fait un score de 28,8% et la DC (Eduardo Frei père [4]) un résultat de 20,7%, tandis que le centre droit de l'époque, le PR, qui a dû céder le pouvoir à Alessandri, a recueilli 15,5% des voix avec son candidat Luis Bossay. En obtenant 3,3% des suffrages, un prêtre pseudo-gauchiste (Antonio Zamorano, « le curé de Catapilco ») a empêché Allende de gagner les élections.

Avec le temps, et avec l'aide économique fournie par la social-démocratie européenne pendant les 17 années de dictature, la gauche s'est elle aussi « modernisée » ; autrement dit, elle a glissé vers le centre droit. Le PS s'est rapproché du centre, le PR hésitant s'est découvert social-démocrate et la DC a été adoubée par la National Endowment for Democracy (NED), la Fondation Konrad Adenauer et la démocratie chrétienne internationale et états-unienne (ODCA), tandis que le PC a campé sur ses positions et a même engagé une tardive lutte armée contre la dictature.

Retour sur une division historique

La tyrannie a divisé la société chilienne en deux blocs principaux, l'un favorable et l'autre opposé au dictateur, division qui ne pouvait naturellement pas s'identifier à la vieille « lutte des classes ». En 1988, tout ce qui faisait l'identité de chacune des composantes du centre droit (DC, PR plus certains secteurs du PS) s'est effacé devant l'objectif premier à atteindre, soit la déroute, dans les urnes, du plébiscite demandé en faveur d'une dictature qui recherchait le vote populaire pour conserver « légalement » le pouvoir 10 ans de plus, jusqu'en 1998. Mais, déjà à cette époque, elle avait accompli ses basses œuvres au nom de la « modernisation » et elle était déjà contestée par ceux qui l'avaient installée, c'est-à-dire la DC et les centres du pouvoir international en Europe et aux États-Unis.

Le plébiscite d'octobre 1988 s'est traduit par un NON à Pinochet : il n'était pas question qu'il reste au pouvoir, du moins officiellement. Beaucoup de rêveurs y ont vu le début d'une ère de « joie », comme le disait le slogan de la campagne, et le retour aux réformes sociales qu'Allende comptait mener dans un cadre démocratique mais avec l'opposition de l'armée et sans les scores électoraux réalisés aujourd'hui par Hugo Chávez au Venezuela.

Pinochet a donc perdu cette consultation populaire, fruit d'une négociation menée entre des groupuscules ayant le soutien de l'Europe et des États-Unis et alimentée localement par des mobilisations de citoyens ainsi que par des manifestations de rue massives organisées avec les encouragements de médias financés de l'extérieur et au cours desquelles des jeunes ont versé leur sang. Lors du plébiscite perdu par Pinochet, 44% des électeurs se sont prononcés en faveur du OUI et de sa proposition de reconduire « légalement » son mandat pour 10 années. Les 53% obtenus par le NON ont contraint le tyran à réformer sa constitution de 1980 pour convoquer les élections de 1989, élections remportées par Patricio Aylwin (DC) avec 55,2% des voix, tandis que les deux candidats de la droite (Hernán Büchi et Francisco J. Errázuriz) se sont partagé les 44,8% restants.

En 1993, Eduardo Frei s'est présenté devant les urnes aux couleurs d'un « antipinochétisme » déjà plus tiède qui a plu à 58% de l'électorat, contre 30,6% aux deux candidats de droite réunis (Arturo Alessandri B., 24,4%, et José Piñera, frère de Sebastián [5], avec 6,2%). Trois candidats de gauche ont récolté 11,4% des voix : Max Neef, soutenu par les écologistes et les indépendants (5,5%), le père Eugenio Pizarro, candidat du PC (4,7%) et l'humaniste tendance Silo [6] Cristian Reitze (1,2%).

Petite histoire de conciliabules

L'élection de Lagos au second tour du scrutin en janvier 2000, alors que Pinochet était incarcéré à Londres, s'est faite dans un mouchoir de poche, avec un score de 51,31%, contre 48,69% pour le pinochétisme, incarné par Joaquín Lavín, candidat de l'Union démocrate indépendante (UDI) et du Renouveau national (RN), regroupés au sein de l'Alliance pour le Chili.

Résultat de négociations obscures et peu connues entre des groupuscules internationaux, l'influence du président élu a eu pour effet que, avant son installation officielle le 11 mars, les socio-démocrates au pouvoir en Grande-Bretagne ont pris la décision politique de rendre sa liberté à Pinochet « pour cause de maladie », lui épargnant l'extradition obtenue par le juge espagnol Baltasar Garzón. Et ce, pour le « juger au Chili », non à l'extérieur. Lagos s'est ainsi retiré une épine du pied et, au Chili, les procès se sont multipliés contre Pinochet, à commencer par celui fait par Gladys Marín [7] . Mais la justice n'a jamais été rendue.

Paradoxalement, le pluralisme de l'information et le travail des journalistes dissidents ont été plus importants pendant les derniers temps de la dictature qu'ils le sont aujourd'hui, avec deux quotidiens de diffusion nationale (*La Época* et *Fortín Mapocho*) et une demi-douzaine de revues intéressantes (*Análisis, Apsi, Cauce, Hoy, Mensaje, La Bicicleta*, entre autres) qui, durant la période de transition, se sont vues privées de leur financement extérieur et ont été condamnées à mort par la classe politique qui a pris le contrôle des partis au pouvoir depuis la fin de la dictature. Cependant, Pinochet a continué à occuper le centre de la scène bien après sa détention à Londres, le 16 octobre 1998.

La campagne du plébiscite a permis à l'ex-radical Ricardo Lagos de surgir en opposition à Pinochet comme figure d'un « socialisme modernisé » et tolérable pour la droite et les grandes groupes économiques. La dictature était devenue imprésentable pour afficher aux yeux du monde la réussite d'un modèle économique et social construit à feu et à sang au prix de milliers de morts, de personnes torturées et incarcérées, et sur le dos d'une classe laborieuse bâillonnée, privée de syndicats, de partis populaires, et dont les dirigeants avaient été exterminés. Si la dictature chilienne est tombée, ce n'est pas à cause d'une guerre extérieure comme celle des Malouines [8], ni d'une guerre intérieure du type de celle qui a frappé le Nicaragua de Somoza, ni d'une rébellion urbaine à l'instar de celle qu'a connue l'Argentine du temps de De La Rúa [9], ni d'un soulèvement populaire mené par la gauche, comme dans la Bolivie de Sánchez de Lozada [10].

La fin de Pinochet a été décidée lors d'une négociation entre des groupuscules locaux et internationaux aiguillonnée par le sang versé par de jeunes Chiliens lors de centaines de manifestations de rue organisées avec les encouragements de médias depuis disparus qui entretenaient le feu de la rage populaire.

Des chiffres qui se répètent

Allende a dû souscrire à un Statut de garanties selon lequel il s'engageait à respecter la propriété privée et à limiter le nombre d'entreprises d'État dans le dénommé « secteur social de l'économie » pour que les parlementaires de la DC lui donnent leur soutien au sein d'un Congrès qui, le 4 novembre 1970, risquait fort d'accorder pour la deuxième fois la majorité à Alessandri. De même, la nouvelle classe politique s'est elle aussi engagée à respecter la « modernisation » qui est aujourd'hui inscrite au crédit de Pinochet. Pour mettre en pratique le nouveau modèle néolibéral précocement mondialisé dans les années 1970 par les pays développés de la Commission trilatérale, la nouvelle classe a estimé qu'il n'était pas nécessaire de conserver les quotidiens qui l'avaient aidée à « abattre » la dictature par les urnes et que l'on pouvait se contenter des journaux du marché, c'est-à-dire de ceux-là mêmes qui avaient soutenu Pinochet pendant 17 ans.

C'est ainsi que ces organes de la presse écrite disparurent de la circulation et que leurs imprimeries changèrent de propriétaire, si l'on excepte le mensuel catholique Mensaje, aujourd'hui peu diffusé. Lagos a réussi à s'imposer comme personnage public en se servant des moyens de son supposé adversaire, l'empire constitué par le duopole d'Agustín Edwards (*El Mercurio* et son réseau national de journaux et de radios) et Alvaro Saieh (*La Tercera, La Cuarta, Qué Pasa*, une chaîne de télévision qui a été vendue et diverses radios).

Les résultats du plébiscite de 1988 (53% contre 44%) se sont presque répétés avec le triomphe de Michelle Bachelet au second tour des élections présidentielles de janvier 2006 (53,5% contre 46,5% au camp Pinochet incarné cette fois par Sebastián Piñera, avec l'Alliance pour le Chili). Mais elle a réussi un meilleur score que les 51,31% recueillis par Ricardo Lagos en 2000. Et, bien sûr, le Chili reste divisé. Non seulement entre partisans et adversaires de Pinochet, mais aussi parce que les bénéfices des grands groupes économiques n'ont jamais été aussi importants que durant ces 16 années d'administration démocratique de l'héritage néolibéral laissé par le dictateur.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2904.
– Traduction Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 12 décembre 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] la présidente actuelle.

[2] Le palais présidentiel.

[3] Journal financé en partie par le gouvernement.

[4] C’est en effet le père d’Eduardo Frei Ruiz-Tagle, président du Chili de 1994 à 2000.

[5] Sebastián Piñera était candidat lors des élections présidentielles de 2005.

[6] Silo, de son vrai nom Mario Luis Rodríguez Cobos, est un Argentin né en 1938. Il est l’idéologue du mouvement humaniste, souvent considéré comme une secte.

[7] Gladys Marín (1941-2005) était alors la secrétaire générale du parti communiste chilien.

[8] Même si en toute rigueur, les Malouines font, pour les Argentins, partie du territoire national.

[9] En décembre 2001.

[10] En octobre 2003.